

Rapport d'activité UASEN/CGT Educ'action-Versailles - 7^{ème} congrès

Différentes raisons internes ou externes nous ont amenés à reporter plusieurs fois la tenue de notre congrès académique : congrès national, élections professionnelles,... Notre rapport d'activité va donc balayer une très longue période d'octobre 2007 à janvier 2012 et ne saurait être exhaustif sur cette longue période (quasiment le quinquennat Sarkozy !).

1. La situation internationale et... la crise internationale

La crise économique que nous subissons ces dernières années exacerbe les inégalités, les reculs sociaux et la mondialisation libérale que nous combattons sur le fond et sur ses effets dans la vie quotidienne des salarié-e-s. La marge de manœuvre politique est entravée dès que l'on accepte de se situer dans ce système économique capitaliste. Ce sont les salarié-e-s et les privé-e-s d'emploi qui paient le prix de cette crise : montée du chômage, gel (voire baisse) des salaires, flambée des prix (énergie, loyer, nourriture,...). Mais les choix politiques des gouvernements des grands pays industrialisés multiplient encore ces effets délétères : baisse du nombre de fonctionnaires, augmentation des taxes sur les produits de consommation, dérégulation des prix, relèvement de l'âge de la retraite,... Face à cette attaque tous azimuts contre les acquis sociaux, des résistances se construisent, comme l'ont montré les mouvements sociaux grecs, espagnols, anglais, français... Les « printemps arabes », portés par des peuples écrasés sous des régimes autocratiques depuis des dizaines d'années, peuvent être également porteurs d'espoirs. Pourtant aucun de ces mouvements n'a, jusqu'à aujourd'hui, débouché sur la mise en place d'une alternative politique répondant aux aspirations de justice sociale ; alors que, ce n'est pas une nouveauté, les partis politiques d'extrême droite se renforcent dans la crise. De son côté, le peuple palestinien continue à résister à l'oppression colonialiste de l'Etat d'Israël qui dure depuis des décennies. Ce contexte politique mondial et ses effets sur les salarié-e-s sont donc la toile de fond sur laquelle nous devons analyser notre activité de ces 5 années. D'une manière générale, la CGT soutient les salariés et les peuples opprimés en lutte dans le monde.

2. La situation politique et sociale en France.

Quelques mois avant notre dernier congrès Sarkozy est devenu président de la république. Son projet portait clairement la volonté de casser un certain nombre d'acquis sociaux sur une base ultra libérale et sur le projet « d'en finir avec l'héritage de 36 et de 68 » et du Conseil National de la Résistance. On peut dire que l'engagement pris avec le patronat et les financiers a été tenu avec une droite qui assume tout à fait l'idée de la lutte des classes. Les inégalités se sont creusées, de plus en plus de salarié-e-s sont précarisés dans leur emploi, leur logement, leur accès aux soins... Ces cinq années ont vu :

- ★ Le recul de l'âge légal de départ à la retraite, avec ses conséquences sur la santé, l'emploi et le niveau des pensions.
- ★ La multiplication des « plans sociaux », l'augmentation très forte du chômage et de la précarité, alors que les actionnaires engrangent plus que jamais des bénéfices.
- ★ Le gel des salaires et le recul du pouvoir d'achat.
- ★ La surenchère dans la politique xénophobe : restrictions au regroupement familial et au droit d'asile, limitation du droit au permis de travail, politique du chiffre pour les expulsions, multiplication des « dérapages » verbaux de ministres ou de députés, comme

les déclarations du ministre Hortefeux condamné pour propos racistes en septembre 2009.

★ La casse des services publics, par le non-remplacement d'un fonctionnaire sur deux partant en retraite, la fermeture de structures de proximité (hôpitaux, classes, tribunaux...), les restructurations (pôle emploi, finances, impôts...).

★ La mise en place du bouclier fiscal pour les plus riches.

★ Le déremboursement partiel ou total des soins, des médicaments, des consultations.

★ La généralisation d'une journée de carence aux salariés de la Fonction publique.

Une offensive idéologique accompagne toutes ces mesures, une idéologie prônant la réussite individuelle, culpabilisant les chômeurs et les plus pauvres. La mainmise des capitalistes sur de nombreux médias aide le gouvernement à matraquer ses messages, à défendre ses réformes annoncées comme « inévitables ».

Dans notre secteur professionnel une entreprise de démantèlement systématique a été entreprise : plus de 80 000 postes supprimés sur les 5 dernières années et une multiplicité de réformes régressives. La volonté de « faire des économies » à tout prix, s'appuie sur une idéologie sécuritaire et réactionnaire : obéissance, leçons de morale... ; ainsi que sur le dévoiement des principes de démocratisation scolaire, le détournement de la pédagogie progressiste (socle commun, livret de compétences, aide personnalisée/individualisée...) et la pseudo-revalorisation des filières (bac pro, STI2D, STMG...), au service de la dérégulation. Le gouvernement construit une école qui est le reflet de la société qu'il veut : celle des inégalités et de la concurrence.

Nous sommes maintenant dans la campagne électorale présidentielle et législative, les résultats de la politique menée se font sentir dans l'influence politique toujours importante du Front National, les appels du pied à l'électorat d'extrême droite profitant toujours à ceux qui portent le plus clairement le projet politique le plus raciste et le plus sécuritaire. Le désaveu de la politique menée par l'UMP s'exprime assez clairement. La CGT s'inscrit dans la logique de la défense des intérêts des salarié-e-s. Notre syndicat académique s'oppose très clairement aux thèses portées par le Front National à la fois dans nos publications, nos tracts mais également dans notre investissement au quotidien pour la régularisation de nos élèves et de nos collègues « sans papiers ». C'est le sens de la lutte menée avec notre collègue Abdoul Diaw, à la rentrée 2011 par notre union académique, en est une des manifestations. Nos syndicats se sont investis dans cette bagarre qui a permis la régularisation de notre collègue d'origine sénégalaise. Cela a été l'occasion de réaffirmer leur opposition à toute forme de discrimination et donc leur revendication de régulariser tous les sans-papier. C'est le sens également de notre implication dans le Réseau Education Sans Frontière (RESF).

3. Les réformes et les luttes.

L'année 2009 a été celle de la réforme du Bac pro 3 ans, dès 2007-2008 nous avons élaboré collectivement des argumentaires (journaux, tracts) pour informer nos collègues de LP de la nocivité de cette réforme et préparer la construction d'une lutte que nous jugions nécessaire. Malgré des AG locales et l'inscription dans des journées de lutte nationale, nous n'avons pas pu enclencher ce mouvement de grève large qui, seul, aurait pu peser sur le ministre. Cet échec pèse aujourd'hui très lourd à l'heure où ses conséquences nocives en termes de postes, de conditions

d'exercice et d'études se font sentir dans les lycées professionnels de notre académie. La défense de l'enseignement professionnel initial public est à coup sûr un des enjeux des années à venir pour notre syndicat.

L'année 2008-2009 a connu un certain nombre de journées de grève dans l'éducation nationale, celles-ci ont été porteuses d'une volonté de résister à la politique de l'éducation menée par le ministre Darcos. Beaucoup d'enseignants dans les heures d'infos syndicales, les réunions locales manifestaient leur refus des réformes et leurs inquiétudes sur les conditions de travail et l'organisation des enseignements dans leur école, collège ou lycée. Pourtant nous n'avons pas réussi, malgré nos débats, nos analyses et nos actions à construire un mouvement large avec les enseignant-e-s, les lycéen-ne-s et les parents. Nous avons, en fin d'année scolaire, analysé ces difficultés liées au contexte politique mais également à l'incapacité de construire, en intersyndicale, un calendrier de luttes cohérent, notre implication dans les journées de grèves interprofessionnelles « saute-mouton » proposées par les confédérations n'étant pas suffisante pour impulser un mouvement de grève plus long. Par ailleurs, le gel des salaires et le refus ministériel, depuis 2003, de toute négociation sur le paiement des journées de grève ont certainement pesé également sur les possibilités d'installer un mouvement de grève reconductible. Au cours de ces dernières années le taux d'heures supplémentaires a augmenté fortement et régulièrement, ces dernières ayant été rendues attractives par l'absence de perspectives de négociations salariales et la pression exercée par le recteur sur les chefs d'établissements et par les chefs d'établissement sur les enseignant-e-s.

Dans le premier degré la casse des RASED, accompagnée par la mise en place de l'Aide Individualisée, a mobilisé les enseignants qui ont fait grève en nombre lors des appels nationaux mais sans déboucher non plus sur un mouvement plus massif.

Le ministre Darcos a dû reculer d'un an la réforme de la classe de Seconde pour cause de mobilisation des professeurs, des parents et des élèves mais elle s'est quand même mise en place au cours des trois années écoulées. Comme la réforme du bac pro trois ans, elle a ouvert la porte à des regroupements de classe, la dérégulation des horaires d'enseignement, la montée des effectifs par classe.

L'année 2010-2011 a été celle de la réforme dite de « masterisation » de la formation des enseignant-e-s et d'une nouvelle réforme dans le Second degré, celle des STI 2D, sur la même logique et avec les mêmes dégâts en terme d'effectifs, de conditions de travail et de regroupements de sections que pour celle des lycées généraux et professionnels... Les collègues des lycées technologiques, avertis par les effets des réformes précédentes, se sont montrés très hostiles à celle-ci mais les mobilisations localement fortes (comme à Paris ou dans l'Essonne) n'ont pas débouché sur un mouvement plus large et plus collectif. C'est sur les problèmes de violence et de conditions de travail que se sont principalement construites les mobilisations. Ce ras-le-bol des collègues s'est traduit d'abord dans l'académie de Créteil où un mouvement de grève reconductible s'est mis en place, rejoint par des établissements de notre académie. Nous avons participé à un certain nombre d'AG et d'intersyndicales, animé des réunions, pesé pour qu'un mouvement national s'enclenche...mais sans que cela suffise à élargir le mouvement lancé en région parisienne. Au printemps ont eu lieu les premières journées d'action interprofessionnelles contre la réforme des retraites.

4. La réforme des retraites

Contrairement à nos craintes de juin 2010, le mouvement contre la réforme des retraites s'est développé au cours de l'été et les mobilisations très fortes de septembre et de début octobre ont permis de lancer le mouvement de grève interprofessionnelle le plus fort des 10 dernières années. L'ensemble des mécontentements accumulés ces dernières années et le refus des salarié-e-s de « payer » la crise financière se sont cristallisés et ont explosé dans ce mouvement. Les enseignants ont été très mobilisés lors des journées d'appel intersyndical mais le mouvement de grève reconductible ne s'est pas vraiment généralisé dans les écoles et établissements de notre académie, nous avons connu quelques mouvements de grève reconductible et/ou de grève « tournante ».

La CGT Educ'action a été très active et très visible pendant cette grève, la participation de militants de la CGT Educ'action à l'activité des UL et des UD nous a aidé à prendre notre place dans un mouvement de lutte interprofessionnelle. Notre appartenance à un syndicat confédéré a pris tout son sens lors de ces semaines. C'est certainement une des raisons qui nous a amené à ne pas analyser comme un échec démoralisant ce mouvement qui n'a pas fait reculer le gouvernement. Pour autant, l'impossibilité d'engager une grève généralisée et massive dans le pays interroge les syndicats, et en premier lieu le notre, sur leurs modalités d'organisation. Mais, ces semaines de mobilisation ont été porteuses d'espoir pour les militant-e-s, preuve que les salarié-e-s n'étaient pas tous résignés à subir les attaques contre les droits sociaux et les salaires sans résister.

5. Notre outil syndical : la CGT Educ'action Versailles

Les élections professionnelles

Notre collectif académique s'est considérablement renouvelé au cours de ces 5 années. Le BA issu de notre dernier congrès avait pour objectif de faire la place à de nouveaux militant-e-s afin d'assurer la « relève » dans l'animation de nos syndicats. C'est effectivement ce qui s'est passé puisque l'ensemble des directions des syndicats départementaux a connu des changements importants depuis notre congrès de 2007. Notre collectif académique (Bureau Académique et Secrétariat Académique) a donc dû se caler et s'organiser. Nous avons eu l'occasion de tester rapidement nos capacités d'organisation lors des élections de décembre 2008. Depuis plusieurs élections la CGT Educ'action présente des listes dans tous les corps du Second degré et connaît une progression de ses scores. En décembre 2008, nous avons présenté 5 listes dans le second degré (CPE, Certifiés, PLP, Agrégés, PEPS). Nous avons conforté notre position de premier syndicat académique chez les PLP (4 sièges), nous avons progressé dans les autres corps mais sans obtenir d'élus. Nous avons également déposé notre candidature pour des élections sur sigle aux nouvelles Commissions Consultatives Paritaires des non-titulaires (enseignant-e-s et surveillant-e-s), où nous avons réalisé de très bons scores (1 siège chez les enseignants et 2 chez les surveillants), puisque nous sommes apparus comme la 2^{ème} organisation syndicale chez les non-titulaires. Notre union académique a réalisé une profession de foi unique pour tous les corps du second degré, une profession de foi pour les non-titulaires et un 4 pages général, ce matériel a été distribué massivement grâce aux efforts de tous nos militant-e-s.

En octobre 2011, nous avons renouvelé l'expérience dans un cadre légal modifié. En effet, suite aux accords de Bercy, dénoncés par notre union nationale, les élections se sont faites conjointement avec celles des autres ministères et nous avons testé le vote électronique (un grand moment de démocratie !). Nous avons dénoncé le mode de scrutin retenu tout au long des nombreuses

réunions préparatoires convoquées par le rectorat. L'enjeu était de taille puisque les moyens nécessaires à notre activité dépendaient fortement du passage de la « barre de la représentativité » au niveau ministériel. Notre académie comptant environ 9% des salariés de notre ministère, la nécessité de réussir ces élections était encore plus forte que lors des précédentes échéances ! La mobilisation de l'ensemble de nos forces militantes a été impressionnante et nous a permis de construire dans les temps (c'est-à-dire avant le 10 septembre 2011) des listes dans 4 corps du 2nd degré (CPE, Certifiés, Agrégés, PLP) et pour le Comité Technique Académique, nous n'avons pu déposer de liste chez les PEPS mais nous avons pu fournir des candidatures pour la liste CAPN. Nous avons réalisé des professions de foi différenciées pour la mise en ligne sur le site de vote que nous avons diffusées en même temps que quelques milliers de 4 pages nationales. Les difficultés à accéder à la plate-forme de vote en ligne et la complexité de la procédure ont amené une baisse très forte de la participation. Malgré toutes ces difficultés nous avons continué à progresser : un siège supplémentaire chez les PLP, un siège chez les certifiés, un siège chez les CPE et un siège au CTA. Ces moments d'élection sont chronophages et si notre investissement militant ne se résume pas à vouloir marquer des points dans les élections professionnelles, ils prennent inévitablement une certaine place dans notre activité académique. Nous avons déjà affirmé en 2008 notre volonté de faire de ces passages obligés des moments de déploiement de la CGT Educ'action et d'appui dans la construction à long terme de nos collectifs militants. Cette façon d'aborder les campagnes nous permet de ne pas avoir l'impression de « perdre du temps » militant, la progression constante de notre organisation est un encouragement, ce sont aussi des moments où nous mesurons la force et la vitalité de nos collectifs militants et ça c'est tout à fait positif !

Notre progression aux élections est un reflet de notre progression en terme de syndiqué-e-s, nous y reviendrons plus longuement lors de nos travaux de congrès, nous étions en 2007 850 syndiqués dans l'académie, nous sommes 1071 en décembre 2011. Cette progression est très encourageante et repose sur l'activité militante quotidienne de chacun dans son école ou établissement scolaire, dans son syndicat départemental et académique. Si nous ne sommes pas adeptes des « plans de syndicalisation » ou des « journées de syndicalisation », nous essayons d'en faire une préoccupation quotidienne de tous nos militants.

Le travail des élus paritaires

La montée du nombre de syndiqué-e-s, la dégradation des conditions de travail, les suppressions de postes, l'implication dans l'activité non-titulaires, ont amené une montée en charge du travail de nos élus paritaires. Leur réactivité et la qualité de leurs réponses aux collègues jouent un rôle évident dans le renforcement de nos syndicats dans l'académie. La gestion des appels, des mails, voire des visites, prend beaucoup de temps, s'y ajoutent les activités de suivi de carrière et de mutation. Notre équipe s'est très nettement renforcée en octobre puisqu'il y a maintenant 18 élus paritaires académiques (10 PLP, 2 certifié-es, 2 CPE, 2 enseignant-es non-titulaires, 2 surveillant-es), mais le nombre de réunions statutaires a augmenté également. Nous devons réfléchir pour améliorer l'articulation entre l'académie et les syndicats départementaux dans le suivi individuel des collègues, réfléchir aussi à la répartition des moyens en décharge pour permettre aux militants d'assumer la charge de travail. Le suivi et l'accompagnement de nos collègues non-titulaires prennent beaucoup de temps, nous avons peu de militant-e-s et beaucoup de demandes dans ce secteur, nous arrivons à répondre aux demandes d'informations et de soutien mais nous ne parvenons pas à construire un collectif militant pour animer ce secteur et porter nos revendications collectives.

Les relations intersyndicales

Nous avons les plus grandes difficultés à faire vivre des actions intersyndicales au niveau académique. Seule l'intersyndicale régionale et les intersyndicales départementales se réunissent parfois pour proposer des actions et/ou des textes communs. Au cours des 5 années écoulées nous avons été reçus deux fois en délégation intersyndicale par le recteur. Une fois avec le SNES, le SGEN CFDT et FO sur la mise en place du dispositif CLAIR (devenu ECLAIR) et une autre, à notre initiative, en juin 2010 sur la situation des non-titulaires avec le SNES, FO, SUD et le SNALC. Nous avons souhaité que cette audience soit accompagnée d'un rassemblement devant le rectorat mais seuls SUD et FO s'étaient associés à ce rassemblement... Bref, ces blocages à se réunir en intersyndicales pèsent évidemment sur les possibilités de mobilisations dans notre académie et n'aident pas à construire un front commun de lutte souhaitable contre les réformes et leurs applications dans notre rectorat. Nos sièges au CTA et aux CAPA nous amènent à rencontrer plus régulièrement les militants des autres organisations syndicales mais nous mesurons aussi nos différences de pratiques dans ces instances. Ces différences sont assez fortes pour créer des tensions, elles sont en plus déconnectées en partie des positions de fond des différentes organisations. Le travail intersyndical face à une administration parfois rétrograde devrait être aussi constructif que le travail intersyndical mené sur le terrain. Les contacts pris avec SUD Education sur la question des listes unitaires se sont concrétisés par une liste unitaire aux élections CAPD dans le 92 en 2008 et en 2011 puis une liste unitaire pour la CAPD du 95 en 2011. Il n'y a pas eu de liste commune au niveau académique, les blocages dans nos deux organisations restent trop forts. Dans le cadre des discussions entre la confédération CGT et la FSU, il n'a pas été possible, pour nos deux organisations académiques, de s'inscrire dans ce processus.

La communication

Notre outil régulier de communication avec l'ensemble des syndiqués reste notre journal académique, « Le Courrier », nous en envoyons 6 numéros par an à l'adresse personnelle des syndiqué-e-s et aux secrétaires de section. Nous avons travaillé ces deux dernières années à la maquette du journal qui a été transformée afin de rendre celui-ci plus attractif et plus lisible. La nouvelle maquette sert aussi de base pour les tracts et les communiqués académiques, le but étant de créer une identité visuelle repérable, nos documents électoraux ont repris la même maquette. Le contenu du Journal pourrait être amélioré si l'écriture des articles était plus collective, il faut arriver à associer plus de militant-e-s à la rédaction et penser à solliciter les sections syndicales ; ce qui fonctionne le mieux c'est lorsque l'on arrive à préparer le sommaire en Bureau Académique et à se répartir l'écriture des articles. Nous avons essayé depuis 2 ans de faire plus systématiquement des comptes-rendus et des communiqués afin de mieux informer nos adhérent-e-s sur notre activité en liaison avec le rectorat. Ces documents sont transmis aux bureaux départementaux et/ou aux militant-e-s du BA, seul le Journal est envoyé directement aux adhérent-e-s des 4 syndicats départementaux.

Le site académique et le blog non-titulaires sont des outils importants de notre communication, ils représentent une ressource pour nos adhérent-e-s mais aussi pour les militant-e-s qui l'utilisent comme une banque de données sur les textes et circulaires. La mise en ligne est un gros travail

technique et politique qui, pour l'instant, repose encore sur un seul camarade, c'est un problème auquel il faut remédier rapidement.

La coordination de l'activité des syndicats départementaux

La CGT Educ'action Versailles est une union de nos 4 syndicats départementaux qui sont souverains pour voter leur orientation, décider de leur organisation et de leurs actions. Le Bureau Académique est l'outil principal de cette union, renouvelé lors de notre Conseil Syndical Académique de janvier 2011, il est le reflet de notre activité et le lieu de décision pour ce qui concerne spécifiquement l'académie. Ses réunions régulières, avec les militants investis dans l'activité des 4 syndicats départementaux, ont permis parfois d'harmoniser nos positions, nos actions et ainsi de présenter une position cohérente au niveau académique, c'est important dans nos relations avec le rectorat mais aussi lors de certaines luttes. Notre capacité collective à faire exister la CGT Educ'action Versailles par l'apport de l'activité de nos 4 syndicats départementaux s'est affirmée au fur et à mesure de ces 5 années, elle permet de mener les débats et d'acter les éventuels désaccords sans gêner le travail commun. Par ailleurs, notre présence régulière dans les IUFM, avant la réforme de la mastérisation, fut un moyen important d'être actifs et visibles auprès des nouveaux enseignants. Cela a permis d'enregistrer des adhésions et des résultats encourageants aux élections sur ces sites. La mutualisation des outils, des compétences et des formations (journée de formation commune CGT Educ'action 78 et 92 sur les Conseils d'administration) s'est renforcée également, c'est un atout important pour réussir la transition dans nos différentes instances syndicales. Les 3 sièges aux Comités Techniques Départementaux (91, 92, 95) et celui au CTA rendent également indispensables les échanges réguliers d'informations sur la carte des formations, les DHG, les postes...

L'arrivée des ATSS (Administratifs, Techniciens de laboratoire, de Santé et Sociaux, non décentralisés) à la CGT Educ'action, après la dissolution du SGPEN CGT, nous amène à élargir notre domaine d'intervention dans le suivi des carrières. En effet, si ces personnels sont gérés par le rectorat, il s'agit de services, de règles et de circulaires différents de ceux régissant les enseignants. Nous sommes encore en difficulté dans ce secteur, ce qui nous a malheureusement amené à renoncer au siège gagné à la CCP des ATSS (élection sur sigle) faute d'avoir pu trouver un-e agent-e cadre B non-titulaire pour siéger au titre de la CGT Educ'action Versailles (nos syndiqué-e-s sont principalement de catégorie C). Pour construire cette activité, nous pouvons nous appuyer sur un collectif national en construction mais nous devons aussi construire un collectif militant au niveau académique.

Le secrétariat académique

Notre secrétariat académique s'est renforcé par l'élection au CSA de janvier 2011 d'un secrétaire académique adjoint, l'expérience est positive et nous souhaitons poursuivre la mise en place d'une direction assez collective pour permettre aux militants de ne pas se sentir « coincés » ou « indispensables » au fonctionnement de la structure. Notre trésorière académique souhaite mettre fin à son mandat (malgré les ignobles pressions que nous avons exercées sur elle !), son remplacement devra se faire à l'issue de ce congrès. Nous devons également transformer nos statuts qui ne correspondent plus du tout à la réalité de notre fonctionnement et de nos structures...